

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Vossloh Cogifer (ex OUTREAU Technologies)

23 rue François Jacob
92500 Rueil-Malmaison

Références : "H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\VOSSLOH Cogifer ex OUTREAU TECHNOLOGIES_0007000837\2_Inspections\2025_05_22_Gerep_Surveillance_environnementale_mesures_acoustiques"
Code AIOT : 0007000837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement Vossloh Cogifer (ex OUTREAU Technologies) implanté Usine d'OUTREAU - 43 Rue Pierre Curie BP 119 62230 Outreau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Vossloh Cogifer (ex OUTREAU Technologies)
- Usine d'OUTREAU - 43 Rue Pierre Curie BP 119 62230 Outreau
- Code AIOT : 0007000837
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Vossloh Cogifer exploite sur son site d'Outreau, un établissement de fabrication de cœurs de voies (aiguillage). Cet établissement précédemment dénommé Outreau Technologies, filiale de Vossloh Cogifer, a été absorbé par sa maison-mère Vossloh Cogifer au 01/09/2021.

L'activité du site relève du régime de l'autorisation et est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2006 modifié.

L'établissement fait l'objet d'une reconstruction complète sur le site même de l'activité. Cette reconstruction a débuté en 2017 et se poursuit aujourd'hui.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Réalisation des bassins d'eau pluviales et de confinement des eaux d'extinction

L'inspection a constaté l'avancement des travaux de terrassement liés aux réseaux ainsi qu'au bassin commun destiné à la collecte des eaux pluviales et des eaux d'extinction. La mise en service de ce bassin est prévue pour le mois d'août 2025.

Par ailleurs, l'inspection a relevé que les anciens bâtiments attenants aux halls 3 et 4 ont été démolis. Seuls subsistent les bâtiments abritant les transformateurs électriques et le stockage des modèles de fonderie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 21.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 15.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4.II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit reprendre en main la surveillance environnementale afin de respecter ses obligations en matière de recueil et de transmission des données. Les échanges entre l'inspecteur,

le nouveau responsable QHSE et le responsable maintenance ont permis de préciser les prescriptions applicables, telles que définies dans l'arrêté préfectoral en vigueur ainsi que dans l'arrêté préfectoral complémentaire actuellement en cours d'instruction. L'exploitant s'est engagé à se conformer à ces obligations sans délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 21.4
Thème(s) : Risques chroniques, Relevés retombées de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement (Rs). Les dispositions minimales d'exploitation du réseau sont les suivantes : a) Météorologie Sont mesurées dans l'établissement ou obtenues d'une station météorologique proche : - vitesse du vent enregistrée en continu - direction du vent enregistrée en continu - pluviosité enregistrée en continu b) Nombre, emplacement des stations du réseau L'exploitant met en place au minimum 4 stations de mesure des retombées de poussières dans l'environnement suivant l'étude de dispersion des rejets canalisés et diffus du site permettant de définir ce réseau approprié.
Constats : Le réseau de mesure des retombées de poussières de l'établissement est constitué de quatre jauges Owen, implantées aux points cardinaux des limites du site. La jauge située au nord a été considérée comme détruite au troisième trimestre 2021. Les dernières mesures annuelles de retombées de poussières communiquées à l'inspection datent également de l'année 2021. Il est par ailleurs constaté que les jauges actuellement en place ne correspondent pas à la dénomination technique de jauge Owen. Face à ce constat, l'exploitant s'engage, d'ici la fin du mois de juin 2025, à mettre en place un réseau de jauges Owen conforme, au moyen de matériels normés, et à commander auprès d'un bureau de contrôle la réalisation trimestrielle des prélèvements et des analyses. L'inspection précise que la norme de référence applicable est la norme NF X43-014 : « Qualité de l'air – Air ambiant – Détermination des retombées atmosphériques totales – Échantillonnage – Préparation des échantillons avant analyses ». Elle rappelle également :

- qu'il convient de respecter l'implantation des jauges telle que proposée dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire actuellement en cours d'instruction ;
- qu'il est nécessaire de définir un dispositif de mesure et d'enregistrement du vent en continu, soit sur le site de l'établissement, soit dans son environnement immédiat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai de 15 jours, les résultats des mesures effectuées postérieurement à l'année 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 15.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses de la nappe- transmission des résultats

Prescription contrôlée :

Pour chacun des puits de contrôle, il doit être procédé à une analyse de référence au moins sur les paramètres suivants :

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO₃⁻, NO₂⁻, NH₄⁺CE, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na, Ca²⁺, Mg, Mn²⁺, Sb, Co, V, TL, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, D.C.O. C.OT., A.O.X, PCB, B.T.X. et H.A.P. ;

- analyse biologique : DBO ;

- analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles

Puis, deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) ; et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc.....), des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits.

Constats :

Le réseau des quatre piézomètres est existant et opérationnel. Les relevés et analyses des eaux souterraines sont effectués semestriellement, conformément à ce qui est également prévu dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire actuellement en cours d'instruction.

L'inspection précise ne pas disposer des derniers rapports d'analyses des eaux souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai de 15 jours, les rapports d'analyses des eaux souterraines réalisés au cours des trois dernières années.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4.II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GERE 2023 a été mise en révision par l'inspection. À ce jour, la déclaration GERE 2024 n'a pas été initiée.</p> <p>Monsieur Nicolas MAURER, nouveau responsable QHSE, est désormais le contributeur GERE/GIDAF pour l'établissement. Il a confirmé à l'inspection avoir récupéré les identifiants de connexion de son prédécesseur aux applications concernées, et prévoit de modifier les codes d'accès pour les adapter à sa propre utilisation.</p> <p>L'inspection rappelle que la mise en révision de la déclaration 2023 portait sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le prélèvement en eau ; • La consommation d'eau : dans ce cadre, l'instruction du projet d'arrêté préfectoral complémentaire permet de ne pas renseigner ce poste, dès lors qu'il n'y a pas de consommation d'eau ni de rejet associé au process industriel ; • La déclaration des installations de combustion : cela concerne le chauffage, le four de traitement de soudure et le four de régénération des sables. <p>Ces déclarations devront donc être dûment complétées dans le cadre de la déclaration GERE 2024.</p> <p>Concernant les émissions diffuses, leur déclaration sera réalisée à l'issue de l'établissement du plan de gestion des solvants, qui sera prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire en cours d'instruction pour l'exploitation de l'usine reconstruite.</p>

S'agissant des déchets, l'inspection a constaté une double saisie : à la fois des déchets produits/expédiés et des déchets admis/entrants. Pour rappel, l'établissement ne réceptionne ni ne traite de déchets. La ferraille utilisée pour l'alimentation du four 7 tonnes doit être considérée comme une matière première, et non comme un déchet.

L'exploitant devra procédé à la correction de la déclaration de 2023 et déclarer les données sur 2024. La complétude des déclarations étant échue, l'exploitant recevra, par l'inspection un fichier Excel, afin de déclarer les données de l'année 2024.

Concernant GIDAF, le cadre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques sera défini à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire. Cette autosurveillance concernera :

- le rejet atmosphérique du four 7 tonnes ;
- le rejet atmosphérique des installations de sablerie, décochage et moulage.

Type de suites proposées : Sans suite